

PREFET DE L'INDRE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral du 03 FEV 2020
portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société HYDRO EXTRUSION à Châteauroux,
installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air

LE PRÉFET
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°98-E-2837 délivré le 4 août 1998 à la société HYDRO EXTRUSION sur le territoire de la commune de Châteauroux pour l'exploitation d'une installation de fabrication de profilés en aluminium ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-010-DDCSPP du 18 mai 2015 rendant applicable les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé aux installations exploitées par la société HYDRO EXTRUSION à Châteauroux ;

Vu l'article 3.7 I 3 e) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé qui dispose que « les résultats d'analyses de concentration en *Legionella pneumophila* sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements » ;

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé qui dispose que « les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 22 mai 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, comme suite à la visite d'inspection effectuée le 17 mai 2019 ;

1/3

Vu le courrier en date du 16 janvier 2020 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que l'installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air exploitée par la société HYDRO EXTRUSION, soumise au régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées, est constituée de deux tours aéroréfrigérantes dénommées « BANYARD », dont le fonctionnement est permanent, et « TREMPE » dont le fonctionnement est intermittent ;

Considérant que la consultation de l'application GIDAF dans laquelle les exploitants sont tenus de télédéclarer les résultats de la surveillance des émissions dans l'environnement en application de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé amène l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) à constater les faits suivants :

- les prélèvements pour analyses en *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit des deux tours aéroréfrigérantes exploitées par la société HYDRO EXTRUSION réalisés les 18 février 2019 et 13 mars 2019 ont été transmis via GIDAF le 10 mai 2019, soit dans un délai supérieur à 30 jours à compter de la date des prélèvements ; ce constat a fait l'objet d'une non-conformité relevée lors de la visite d'inspection du 17 mai 2019 ;
- le prélèvement effectué le 9 mai 2019 a été transmis via GIDAF le 17 juin 2019, soit à nouveau au-delà du délai de 30 jours ;
- la dernière déclaration dans GIDAF date du 31 juillet 2019 et est relative au prélèvement effectué le 10 juillet 2019 ;
- aucune déclaration n'a été transmise depuis le 31 juillet 2019 alors que les tours aéroréfrigérantes doivent faire l'objet d'analyses à fréquence *a minima* bimestrielle ;
- aucune réponse n'a été apportée par l'exploitant au courrier du 11 juillet 2019 et au courriel du 5 novembre 2019 par lesquels l'inspection a rappelé à l'exploitant son obligation de transmission régulière des résultats d'analyses ;

Considérant que, du fait du défaut de transmission, l'inspection n'est pas en mesure de vérifier le respect de la fréquence bimestrielle d'analyse en *Legionella pneumophila* et de s'assurer de l'absence de dépassement d'une concentration de 1 000 UFC/L, seuil au-delà duquel le risque de légionellose nécessite la réalisation d'actions correctives par l'exploitant ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.7 I 3 e) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

Considérant que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société HYDRO EXTRUSION de respecter les dispositions de l'article 3.7 I 3 e) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Indre

ARRETE

Article 1 – La société HYDRO EXTRUSION, exploitant une installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air, soumise au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées, sise avenue Pierre de Coubertin sur la commune de Châteauroux, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.7 I 3 e) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé en transmettant à l'inspection des installations classées, via l'application de télédéclaration GIDAF, les résultats d'analyses de concentration en *Legionella pneumophila* dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.

Article 2 – Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture de l'Indre pour une durée de six mois.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 – le présent arrêté est notifié à la société HYDRO EXTRUSION. Il est publié sur le site internet de la préfecture de l'Indre pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 5 – La Secrétaire générale de la préfecture, le Maire de la commune de Châteauroux, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur sera adressée.

Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale,



Lucile JOSSE

